



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Cessez-le-feu à Gaza

Question au Gouvernement n° 322

Texte de la question

CESSEZ-LE-FEU À GAZA

Mme la présidente . La parole est à M. Éric Coquerel.

M. Éric Coquerel . Il y a un an, j'étais avec plusieurs de mes collègues à Rafah pour exiger un cessez-le-feu. Je n'imaginai pas qu'il faudrait attendre un an pour qu'il prenne forme. La communauté internationale portera devant l'histoire la lourde responsabilité de ne pas avoir tout mis en œuvre pour arrêter l'horreur : au moins 47 000 morts directs et deux tiers de Gaza détruits. Israël a fait de Gaza un territoire fantôme, invivable.

Avec le cessez-le-feu, un fragile espoir renaît, quoique bafoué à plusieurs reprises à Gaza comme à Jénine. C'est un espoir pour les otages israéliens, les prisonniers palestiniens, les populations palestiniennes mais aussi israéliennes.

Mais, depuis samedi, nous savons pourquoi Trump a imposé un cessez-le-feu. C'est pour appliquer le projet de Netanyahou : en finir avec les Palestiniens à Gaza, annexer ce territoire à Israël et réduire à néant tout espoir d'un État palestinien. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP. – Mmes Cyrielle Chatelain et Julie Laernoës applaudissent également.)*

M. Laurent Jacobelli . Vous êtes alliés avec le Hamas !

M. Éric Coquerel . Cette seconde Nakba, qui se traduirait par le déplacement de 1,5 million de personnes en Égypte et en Jordanie, serait une infamie. L'Égypte lui a opposé un non ferme. Que dit la France, monsieur le ministre de l'Europe et des affaires étrangères ? C'est ma première question.

Ce projet inhumain a provoqué une course de vitesse. Il faut le retour rapide dans tout Gaza des Palestiniens évacués et, pour le permettre, le retour de l'aide humanitaire. On en connaît la condition impérative : que l'Unrwa, l'Office de secours et de travaux des Nations unies, puisse reprendre son travail à Gaza. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LFI-NFP et EcoS ainsi que sur quelques bancs du groupe GDR.)* L'Unrwa sur qui repose cette aide humanitaire.

M. Philippe Lottiaux . L'Unrwa, c'est le Hamas !

M. Éric Coquerel . Après l'avoir affaibli à Gaza, Israël veut demain en finir avec l'agence à Jérusalem et en Cisjordanie, au prétexte d'une complicité de ses membres avec les crimes du Hamas, prétexte infirmé par une mission dirigée par Mme Colonna. S'y ajoute la fin de la contribution des États-Unis à l'Unrwa, soit un tiers de son budget.

M. Julien Odoul . Finançons l'agence avec notre argent, ce sera encore mieux !

M. Éric Coquerel . D'où ma deuxième série de questions : que va faire la France pour éviter cette expulsion intégrale et pour favoriser, au contraire, le retour complet de l'Unrwa à Gaza ? Que va-t-elle faire pour financer davantage l'agence,...

M. Laurent Jacobelli . Si nous nous occupions un peu de la France ?

M. Éric Coquerelalors qu'a été réduite à presque rien notre contribution au programme en 2024, contribution pourtant décisive puisqu'elle permet à l'Unrwa de soigner, d'éduquer et de payer son personnel ? *(Les députés du groupe LFI-NFP se lèvent pour applaudir. – Applaudissements sur quelques bancs des groupes EcoS et GDR.)*

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Noël Barrot, *ministre de l'Europe et des affaires étrangères* . Avant de répondre à vos questions, permettez-moi, au nom du gouvernement, d'exprimer mon soutien aux agents de notre ambassade à Kinshasa, prise d'assaut ce matin, dont l'un des bâtiments a été incendié lors d'une attaque inadmissible. Nos diplomates sont en première ligne pour défendre les intérêts des Français et ils méritent notre admiration et notre respect. *(Applaudissements sur tous les bancs.)*

Vous l'avez dit, c'est un espoir fragile qui renaît en Palestine avec ce cessez-le-feu que nous attendions depuis si longtemps et qui a déjà permis l'interruption des hostilités, la libération de sept otages. Nous appelons à la libération de tous les otages, en particulier de nos deux compatriotes Ohad Yahalomi et Ofer Kalderon, que nous espérons retrouver dans quelques jours en bonne santé. *(Mêmes mouvements.)*

Vous m'interrogez d'abord sur la déclaration de la nouvelle administration américaine concernant des déplacements forcés de populations dans d'autres pays de la région. Nous l'excluons, puisque cela constituerait un obstacle quasi définitif à la solution à deux États, défendue depuis longtemps par la France, mais aussi, parce que les pays concernés, vous l'avez rappelé, ont exprimé leur refus d'accueillir les populations déplacées.

Depuis soixante-dix ans, l'Unrwa apporte des biens et des services essentiels aux réfugiés palestiniens, que ce soit à Jérusalem-Est, en Cisjordanie ou à Gaza. Il est irremplaçable et mérite de poursuivre son activité indispensable. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LFI-NFP, SOC, EcoS et GDR.)* Nous soutenons son action et sa neutralité sera renforcée par une réforme fondée sur le rapport remis par Catherine Colonna.

Nous le soutenons aussi financièrement. En décembre dernier, j'ai annoncé une subvention de 20 millions d'euros pour lui permettre de continuer à réaliser sa mission.

Nous déplorons les deux lois israéliennes, censées entrer en vigueur dans les prochains jours, et nous appelons le gouvernement israélien à renoncer à leur application. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes EPR, LFI-NFP, SOC, EcoS et GDR.)*

Mme Sophia Chikirou . Merci !

M. Emmanuel Mandon . Très bien !

Données clés

Auteur : [M. Éric Coquerel](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (1^{re} circonscription) - La France insoumise - Nouveau Front Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 322

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 29 janvier 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 29 janvier 2025